

re, pour ainsi dire, redevable de sa liberté à l'Etat, mais il ne lui est pas redevable de sa paternité : il la tient de Dieu, de la nature, comme son âme, et quand l'Etat fait apparaître sa férule et ses pédagogues entre lui et son enfant, il a le droit de dire : Arrière ! car vous n'avez pas de droits sur la créature que Dieu m'a donnée. [Très-bien !]

Savez-vous où résident les droits de l'Etat ? Ces droits doivent se montrer quand il s'agit de rappeler au devoir la négligence du père, mais il y a loin de là à cet abus de la substitution au lieu et place du chef de la famille, et de cet odieux monopole que nous combattons depuis dix-huit ans. [Très-bien !]

Vous avez tous ici une légitime et salutaire crainte du communisme ; eh bien ! le monopole universitaire n'est pas autre chose que le communisme intellectuel. (Mouvements divers.) Cela vous étonne ? Le communisme ne cherche-t-il pas à substituer l'Etat aux propriétaires ? N'est-ce pas aussi pour imposer ses idées que le monopole universitaire se substitue aux pères de famille ? [C'est vrai !]

La société est malade ; elle est menacée par le communisme et le socialisme... (Rumeurs.) Je veux dire qu'elle est menacée par ces principes qui attaquent les deux principes de la propriété personnelle et de la liberté individuelle. Je sais bien qu'entre ceux qui attaquent la société et ceux qui la défendent, il y a une autre classe de personnes qui veulent des réformes utiles, nécessaires ; mais je ne crois pas que ces réformes puissent être obtenues par la force.

Il y a trois mois, quand la force brutale faisait la guerre à nos institutions, savez-vous avec quoi étaient chargés les fusils ? avec des idées. Songez-y bien, cette force-là est plus terrible que l'autre, et je me rappelle que M. de Fontanes disait avec raison : " il n'y a que deux forces au monde : le sabre et l'esprit, et toujours le sabre est vaincu par l'esprit. "

Les doctrines plus ou moins avancées que l'on a proclamées à cette tribune, ne nous sont pas encore connues ; mais la société ne peut pas attendre. Nous sommes donc obligés d'en revenir, avant d'adopter les mesures qu'ils nous proposeront, et qui ne sont pas encore nées dans leur pensée, nous sommes obligés de revenir à cet ancien sentiment religieux qui est la base de toute société. On a signalé des maux dans notre organisation : on a parlé de l'air vicié que respirent nos ouvriers dans nos manufactures ; mais n'y a-t-il pas aussi d'autres causes qui peuvent influer sur la société ? A côté de cet air vicié, n'y a-t-il pas aussi des cœurs viciés ? c'est à cela qu'il faut

s'empresse de porter remède.

Sans doute on nous apportera des projets d'amélioration dans l'enseignement, et cela est nécessaire. De puis cinquante ans l'Etat s'est chargé de l'enseignement ; mais il est constant aujourd'hui que dans l'enseignement supérieur il y a diminution de qualité sur l'ancien régime. [Rumeurs diverses.] Cela est démontré par les aveux mêmes des ministres, dans l'exposé des projets qu'ils ont présentés depuis dix-huit ans. [Nouvelles rumeurs.]

Il en est de même dans l'instruction secondaire. [Exclamations diverses.] Je suis ici dans le fond même de la question, et si l'on ne me permet pas de dire toute ma pensée, toute discussion est impossible. Vous en verrez bien d'autres dans la discussion des lois organiques. Je dis que dans l'enseignement secondaire, comme dans l'enseignement supérieur, il y a aujourd'hui une grande diminution sur l'ancien système ; aujourd'hui les lauréats sont en quelque sorte entraînés comme des chevaux de course. [On rit.] Cela est constant, cela est même constaté par les rapports faits à l'université, et dans lesquels on dit : " Aujourd'hui, tout le monde en France apprend le latin ; de telle sorte que personne ne le sait. " Les progrès de l'instruction en France ont été en raison inverse des sacrifices faits par l'Etat. [Nouvelles rumeurs. ]

M. LE PRÉSIDENT. N'interrompez pas l'orateur ; vous aurez la parole pour lui répondre.

M. DE MONTALEMBERT. Savez-vous ce que produit l'absence de l'éducation ? Les statistiques criminelles sont là pour vous l'apprendre. Vous y voyez une augmentation effrayante des crimes de toute nature. [Exclamations confuses.] Si vous contestez mes assertions, je vous renvoie aux documents authentiques publiés par le gouvernement.

Que résulte-t-il donc de tout cela ? C'est que depuis cinquante ans l'enseignement est impuissant à empêcher les mauvaises passions : il est impossible, pour un esprit impartial, de trouver dans cet enseignement officiel le frein dont vous avez besoin pour arrêter le mal. Ce n'est pas seulement l'enseignement qu'il faut donner au peuple, c'est un bon enseignement : car si on pouvait faire une comparaison, je dirais que l'enseignement c'est la faim, et le mauvais enseignement, c'est le poison.

Depuis cinquante ans le mauvais enseignement a empoisonné les uns et affamé les autres, en voulant les empêcher de s'empoisonner.

Les insurgés de juin n'avaient-ils pas reçu cette fameuse instruction primaire que l'on nous représente comme un remède à tous

les maux : ils avaient profité de la science, pourquoi faire ? pour lire les ouvrages de l'honorable M. Proudhon. (Interruption à gauche.)

Je crois, quant à moi, que le meilleur remède à tout mal qui dévore la société, c'est la morale chrétienne telle qu'elle a été enseignée pendant quatorze siècles ; car ce qu'il faut au peuple, ce ne sont pas des problèmes, ce sont des solutions immédiates et positives.

Je ne parle pas en théologien ; je prends la religion au point de vue politique. Je ne dis pas non plus que ce remède soit seul : présentons-nous-en d'autres ; je n'en contesterai aucun ; mais je dirai qu'ils sont insuffisants s'ils ne vont droit au cœur et à l'âme du peuple.

L'un de nos collègues, qui a fait partie du gouvernement provisoire, disait, il y a quelque temps, qu'aujourd'hui il n'était plus permis de conspirer, parce que nous avions obtenu le suffrage universel, et le lendemain même du jour où il prononçait ces paroles, l'insurrection la plus formidable s'élevait précisément contre le suffrage universel.

M. FLOCON. Vous vous trompez de date ! Voix diverses : Silence ! silence donc ! Autres voix : Non, non ! parlez, parlez !

M. DE MONTALEMBERT. Je prie l'Assemblée d'entendre M. Flocon et de me permettre de prendre ainsi quelques instants de repos. (Légers rires.)

M. FLOCON (à la tribune). Je ne comptais pas prendre la parole ; mais je voulais seulement faire remarquer que ce n'est pas la veille des journées de juin que j'ai prononcé les paroles auxquelles on vient de faire allusion. Je profiterai de ce que je suis à la tribune pour dire qu'aucun homme qui a voué sa vie au bonheur de sa patrie, ne serait venu dire ici que le travail devait être considéré comme un châtiment. (Bruits divers.)

M. DE MONTALEMBERT. Je regrette que l'honorable M. Flocon ait compris l'expression que j'ai employée autrement qu'elle ne s'emploie d'ordinaire dans les discussions religieuses. (Oui ! oui !) Je reviens à la question de la faiblesse de l'enseignement : je demande aux vainqueurs de la veille s'ils ne sont pas affligés de l'infinité du pouvoir et de la difficulté qu'il a pour lui de gouverner les hommes de notre temps.

Je le demande aussi aux vainqueurs du lendemain, aux novateurs qui veulent régénérer la société, n'auront-ils pas dans l'accomplissement de leurs œuvres les mêmes difficultés, les mêmes embarras ?

M. ANTONY THOURET. Ils n'auront pas cette peine-là. [On rit.]

M. DE MONTALEMBERT. Y a-t-il un en-